

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et
installations classées

**Arrêté du 19 octobre 2023
portant prescriptions complémentaires
à la société SCHROLL pour l'exploitation de ses installations de tri, transit et
regroupement de déchets situées 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000)**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives et notamment l'article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et, notamment son article L. 121-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 962695 du 31 décembre 1996 ;

VU les rapports du 1^{er} et du 28 août 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre préfectorale du 14 septembre 2023 ;

VU la lettre de la société SCHROLL du 09 octobre 2023, communiquée le 11 octobre 2023 ;

Considérant que l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé précise les dimensions des îlots de stockage des déchets et dispose notamment que « *la taille maximum d'un bloc sera de : [...] hauteur : 0,5 m en dessous de la clôture* » ; que la hauteur de la clôture est susceptible d'évoluer et que la clôture ne constitue, dans tous les cas, pas une barrière contre les effets d'un incendie ; que les stockages sont réalisés sur une hauteur maximale de 3

niveaux (2,4 m) ; considérant que la hauteur maximale du stockage doit être déterminée afin de limiter les effets potentiels sur l'extérieur du site en cas d'incendie ;

Considérant que l'article 13 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé précise que l'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie et notamment d'un réseau incendie maillé d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés ; que le débit d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie n'est pas précisé ;

Considérant que le débit d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie a une incidence sur le volume de confinement des eaux d'extinction nécessaire ; que le volume de rétention est précisé à l'article 30.3 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé ;

Considérant que, par lettre du 09 octobre 2023 susvisée, la société SCHROLL a communiqué les éléments relatifs au débit d'extinction et au volume de rétention nécessaires en cas d'incendie ; qu'en conséquence, il n'y a plus lieu de prescrire la communication de ces éléments ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Identification

La société SCHROLL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 6, rue de Cherbourg à STRASBOURG (67026), est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées 26 rue Edouard Branly à COLMAR.

Article 2 : Détermination de la hauteur des îlots de stockage des déchets

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet au préfet tous les éléments d'appréciation nécessaires pour fixer la hauteur maximale par rapport au sol des stockages des balles de déchets, dans des conditions n'étant pas de nature à engendrer des effets inacceptables à l'extérieur du site en cas d'incendie.

Les éléments d'appréciation comportent notamment une modélisation des effets thermiques en cas d'incendie.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SCHROLL.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

signé

Christophe MAROT

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif
Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.